Bi-hebdomadaire togolais d'analyses et d'informations générales

togomatin

TOGOMATIN – N° 0045 DU 03 DECEMBRE 2015 / PRIX : 250 FCFA

Photo Louis Vincent

Vue du Togo

COP21, sortir de la limite des effets d'annonce !

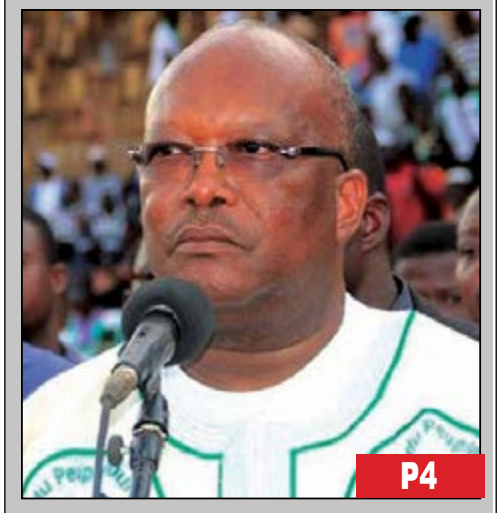
Craignant que les engagements pris lors de la conférence COP21 en cours à Paris ne se limitent juste à des effets d'annonce, bien de Chefs d'Etat, venant surtout des pays les moins pollueurs demandent aux grands pollueurs des engagements fermes et clairs, ...

PP 6-7

INTERNATIONAL

Leçons de la présidentielle burkinabè

L'opposition en Afrique n'a pas toujours gagné



P4

HUMEUR

Présidentielle burkinabè

Le Togo trouve une « première dame »

P3

MEDIAS

Une « mère courage » aux 44èmes assises de l'UPF à Lomé

« Les femmes, comme une arme de guerre... », témoignage poignant d'une journaliste de la RDC

P 11

Retrouvez votre journal TOGOMATIN à la foire internationale de Lomé du 20 novembre au 7 décembre 2015 et profitez de ses offres avantageuses. Contacts: 90 15 39 77 / 97 87 12 42

EDITORIAL

3 décembre, une date, un événement !

Le 03 décembre reste une date entrée et ancrée dans l'histoire politique du Togo de ces vingt-cinq dernières années. Elle marque en effet, pour faire dans l'euphémisme, des décès suite à une attaque, ou à des échanges de tirs entre deux camps antagonistes à la primature, le 03 décembre 1991, au moment où Me Joseph Kokou Koffi Goh avait l'honneur de diriger la transition au Togo ...

P 3

Nation

Foire Internationale de Lomé : Retour en force de banque atlantique ; les responsables face à la presse ce vendredi

Absente depuis quelques années des grands rendez-vous commerciaux au Togo, la banque atlantique Togo (filiale du groupe Banque Centrale Populaire du Maroc), revient en force cette année sur le site du Centre togolais des expositions et foires (CETEF) où se déroule la 12ème foire internationale de Lomé.

Cette institution financière fait partie des sponsors de cette foire qui prendra fin le 7 décembre prochain. Ses responsables étaient face aux professionnels des médias ce vendredi, afin de leur dire de vive voix, les raisons de ce retour et de leur présenter les différents produits et services mis à la disposition du public. A travers cette rencontre qui a vu la participation du directeur générale de la banque M. Kofi Michel DORKENOO, les échanges avec les médias ont permis de mieux cerner les raisons qui ont motivé la banque Atlantique à revenir sur le site de la foire.

''Aujourd'hui, c'est la journée de la banque Atlantique et nous avons saisi cette opportunité pour nous entretenir avec nos amis journalistes et leur dire les raisons qui nous ont poussé à revenir à la foire et leur dévoiler les surprises que nous réservons à nos clients sur notre stand'' a indiqué M. DORKENOO.

Sur le site de la foire, la banque atlantique fait la promotion de la ''banque unique'', un projet phare qui vient compléter la gamme des services, afin de favoriser les échanges commerciaux dans la sous-région et de mieux accompagner les clients.

'' Nous avons beaucoup de produits à offrir à nos clients, mais spécialement pour cette foire, nous leur proposons le produit +Banque Unique+ qui est un compte qui permet à tout commerçant togolais d'encaisser ses recettes de part la sous-région'', a précisé M. DORKENOO.

Toujours en vue de renforcer son positionnement auprès de sa clientèle, une campagne promotionnelle d'un autre service destiné aux jeunes dénommé '' compte épargne enfant'', a été initié sur le site de la 12ème FIL. Cette campagne promotionnelle est lancée dans le cadre du quatrième anniversaire du lancement du ''compte épargne enfant''; compte destiné à aider les parents à mettre de l'argent de côté pour financer les études des enfants. A travers sa présence sur le site de la foire, la banque atlanti que veut aussi rassurer ses clients par rapport à certaines difficultés que la banque a rencontrées, mais qui sont désormais résolues. ''La banque atlantique avait traversé quelques difficultés et à travers cette foire, nous voulons juste dire à nos clients que l'institution financière est de nouveau prête à les accompagner, à les soutenir'', a confié le directeur général.

Notons que la 4ème foire régionale de l'intégration de l'UEMOA se tient en marge de cette 12ème foire internationale de Lo- mé.

Le Directeur Général de la banque atlantique, M. Kofi Michel DORKENOO

banque atlantique
GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE

Contenu

USA / Guinée
Sékouba Konaté arrêté pour fraude
P 4

Energie renouvelable
Le Togo adhère au « Solar Alliance »
P 5

L'écrivain franco-congolais Alain Mabanckou entre au Collège de France
P 9

FTF
Fin de mission du comité de normalisation
P 10

Salubrité de l'ANVT au CHU Sylvanus Olympio
P 11

▶Avé / Le festival africain « Kundalini Yoga » célébré

La quatrième édition du festival africain « Kundalini Yoga » s'est tenue du 4 au 8 novembre à Bagbé dans la préfecture de l'Avé.
Selon l'association « 3 HO-Togo », promotrice de cet évènement, ce festival a pour objectif de faire connaître les bienfaits de Kundalini Yoga crée et enseigné par l'Indien Yogi Bhajan.
Pour l'occasion la présidente « 3HO-Togo », Mme Conchita Taurel, a expliqué que le Kundalini Yoga n'est pas une religion mais plutôt une science d'autorisation et constitue une occasion de créer des liens entre les membres de Kundalini Yoga, de partager les expériences et de promouvoir les bienfaits de Kundalini Yoga. Elle a souligné que son association est chargée de développer le mental, le corps et le spirituel chez ses membres.

TM

▶Wawa / Election du CDQ de Lom-nava

Le Comité de Développement du Quartier (CDQ) de Lom-Nava dans la commune de Badou a un nouveau bureau dirigeant.
L'élection pour le CDQ Lom-Nava a eu lieu au cours d'une Assemblée générale (AG) tenue le 06 novembre dernier à Badou.
A l'issue de cette AG un bureau de sept membres dirigé par M. Sanda Kpatcha et un comité de contrôle de trois membres ont été élus pour un mandat de trois ans renouvelable. D'après l'ATOP, des commissions spécialisées à savoir, de santé, de l'eau, de l'éducation, de la jeunesse, de l'environnement, de la protection de l'enfant, des pistes rurales, de la sécurité, de la femme et développement ont été également mis sur pied.

TM

▶ Sokodé - Education / Des majors de classes sensibilisés

Les majors généraux et des majors de classes des lycées et collèges de la commune de Sokodé ont été sensibilisés le 11 novembre 2015 sur le civisme et leur rôle dans la gestion et prévention des crises en milieu scolaire.
La séance de sensibilisation a été organisée par le Cadre de Réflexion pour une Education Apaisée au Togo (CREAT).
Selon l'ATOP qui a cité CREAT, la campagne de sensibilisation vise à rappeler l'importance du règlement intérieur dans un établissement scolaire ; le rôle d'un major dans la classe et au sein de l'établissement. Il s'agit également pour les membres du CREAT de soutenir les efforts du gouvernement en matière d'éducation au Togo.

TM

▶ Bas-Mono / Des agents d'Etat civil à l'école

Des agents d'Etat civil de la préfecture du Bas-Mono ont été formés le 04 novembre dernier à Afagnan sur l'éthique, la responsabilité et la déontologie de leur métier.
L'atelier a permis de rappeler aux agents d'état civil, la nécessité de faire correctement leur travail sans complaisance afin d'éviter de compromettre la vie et l'avenir des enfants par la délivrance des pièces frauduleuses.
Pour un meilleur service, le préfet du Bas-Mono, Magloh Koffi Djifanou, a exhorté les agents d'éviter des pots de vin, des fraudes et l'enregistrement des déclarations inexactes qui sont punis par la loi.

TM

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : +228 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Mson de la Presse: Casier N° 53

Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication : Motchosso KODOLAKINA

Comité de rédaction : Carlos AMEVOR, Françoise Dasilva, Freda Sefiamor, Rachidou ZAKARI, Alexandre Wémima

Responsable administrative: Gloria Léma YAGLA

Chargée d'affaires Dédé BABANAWO

Graphiste: Eros DAGOUDI

Imprimerie: St Louis

Distribution : Togomatin marketing

Tirages : (2000 exemplaires)

Politique

Edito

...Toute polémique mise de côté, cette date, l'une des toutes premières de l'ère de notre jeune démocratie, devrait être célébrée en hommage à ceux et celles qui se sont sacrifiés pour que le Togo se projette dans la démocratie. Cette date, moins connue de ceux qui sont de la génération 1990 et 2000, doit servir parmi les références à la démocratie et à la paix qui tiennent à cœur aux animateurs du processus démocratique au Togo.
C'est une Lapalissade que de dire qu'il y a beaucoup de regrets et de déceptions exprimés par rapport à cette date dans la pratique de la démocratie pour ne pas dire contre la démocratie. Et l'on comprend la douleur, le mal et la mal-être de bien de ces familles qui ploient toujours pour certaines, sous le poids de la disparition de leurs membres. Et il ne faut pas ressusciter des plaies qui se cicatrisent. Cela est tout à fait vrai. Mais la démocratie est une œuvre quotidienne qui se nourrit des espoirs et des efforts laborieux consentis par tous et chacun. Qu'il y ait de la déception, c'est politiquement justifiable ; qu'il y ait des remords, c'est moralement acceptable ; mais nul n'a le droit d'abdiquer. « La démocratie est comme un gazon anglais, planté un siècle, arrosé tous les jours » a déclaré un penseur. Ceux dont la sévérité contre la démocratie n'a jamais faibli n'ont qu'à se souvenir de ces hordes d'enfants en quête d'école, chacun son table-banc de fortune sur la tête ; qu'ils se souviennent de ces femmes obligées de faire des dizaines voire des centaines de kilomètres pour un vaccin, pour une prise en charge par une sage-femme, pour un accouchement plus ou moins en sécurité ; qu'ils se souviennent du manque de libertés...
C'est un chef d'Etat africain qui déclarait : « la démocratie n'est pas comme un panneau de Stop, une fois qu'on y arrive c'est terminé ». C'est vrai, sauf que dans le cas du Togo, il faut trouver le moyen et la pédagogie appropriés pour sensibiliser les familles de toutes ces dates tristes, funestes qui ont jalonné l'histoire de notre jeune démocratie.

Dieudonné Korolakina

Rapport Transparency international-Afrobaromètre 2015

61% de Togolais insatisfaits de la politique contre la corruption

L'ONG Transparency international et l'institut Afrobaromètre ont réalisé conjointement un sondage d'opinion dans 28 pays africains. Publié le lundi, l'enquête a révélé que le Togo ne fait pas mieux dans la lutte contre la corruption. Les enquêtés devraient répondre à la question: « Le gouvernement procède-t-il bien ou procède-t-il mal dans la lutte contre la corruption? ». Les Togolais en majorité ont désapprouvé la manière dont est conduit le combat contre la corruption. 61% ont affirmé que le gouvernement ne procède pas bien.

Ce qui révèle que les nombreuses initiatives à grand renfort médiatique dans la réalisation de la bonne gouvernance ne rencontrent pas l'entière adhésion d'une bonne partie de la population. Elles se révèlent de la supercherie. Néanmoins, 31% trouvent satisfaction dans la lutte menée par les autorités contre la corruption.

L'enquête a révélé les bons élèves: le Lesotho (41%), le Botswana (42%), le Sénégal (46%), le Niger (47%). Les pays comme le Madagascar, le Liberia, le Zimbabwe, le Benin et l'Afrique du sud constituent le lot des mauvais élèves avec respectivement des pourcentages très élevés.
90% pour la grande île de l'océan indien, 81% pour le pays d'Hélène Johnson-Sirleaf, Robert Mugabe traîne avec son pays un pourcentage de 80% tandis que le Bénin contraste avec sa démocratie, 79%; l'Afrique du sud ne fait pas mieux malgré sa puissance. La corruption s'élève également à 79%.
Sur 43143 personnes interrogées, l'enquête intitulée « People and corruption: Africa Survey 2015 Global Corruption Barometer, » a également révélé que la corruption a progressé ces 12 derniers mois.

iciLome.com

Présidentielle burkinabè

Le Togo trouve une « première dame »

L'autre bonne nouvelle relative à l'achèvement du processus électoral au Burkina Faso, aura été le nom et l'origine de la nouvelle première dame du pays des hommes intègres. Avec l'élection de Roch Marc Christian Kaboré comme le tout nouveau Chef de l'Etat, dame Isabelle Adjoavi Sika Vovor, devient de facto la nouvelle première dame du pays. L'épouse du banquier Roch Marc Christian Kaboré est par ailleurs bien connue dans les milieux féminins à Ouagadougou.

Adjoavi Sika Vovor

Bien connue dans les milieux féminins à Ouagadougou, la Togolaise Adjoavi Sika à en croire des sources concordantes est une juriste de formation. Elle est titulaire d'une Maîtrise en Droit obtenue à l'Université de Lomé et un Certificat d'Etudes Supérieures Spécialisées d'Aptitude à l'Administration des Entreprises en France.

La cinquantaine dépassée, l'épouse du nouveau président élu du Burkina est connue dans les arcanes de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, où elle a occupé d'importants notamment de Chargée d'Etudes Juridiques à la Chambre de Commerce, puis de Conseillère technique chargée de l'Animation Consulaire, selon d'autres proches.

Parallèlement à ses responsabilités professionnelles, Bella Sika Kaboré est la Présidente de l'Association « Kimi » (Parapluie) en langue Dioula, reconnue officiellement en février 2006 sous l'appellation de d'Aide à la Santé Préventive, avec pour mission d'informer les gens sur les moyens de prévention des cinq principales maladies qui menacent la mère et l'enfant (les cancers du sein et du col de l'utérus, la drépanocytose, le trachome.
Ironie du sort, il faut le souligner, la première dame de la période du putsch, Fatou Diendéré, se trouverait au Togo, alors que la nouvelle première dame burkinabè est originaire du Togo.

Pour ce qui concerne l'issue de la présidentielle 2016 qui s'est déroulée le dimanche 29 novembre 2015 au Burkina, rappelons que les résultats partiels donnent Roch Marc Christian Kabore, le président du parti Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), vainqueur du scrutin avec 53, 49%.

TM

Communiqué de presse/ Amnesty international

Togo, Il faut ouvrir une enquête sur la mort de sept personnes dans le cadre de manifestations

Le Togo doit ouvrir une enquête impartiale devant une juridiction civile indépendante pour identifier, arrêter et juger les responsables de la mort de sept personnes dont trois par balle, a déclaré Amnesty International aujourd'hui.

Vendredi 27 novembre, une personne a été tuée par balle au cours de nouveaux heurts entre les forces de sécurité et la population de la ville de Mango au nord du pays. La veille, un responsable des services de police a été tué par une foule en colère. Des manifestations avaient commencé depuis fin octobre dans la ville où les populations protestaient contre le projet de création d'une aire protégée. Trois manifestants ont été écrasés par un véhicule blindé de l'armée et deux autres tués par balle entre le 6 et le 7 novembre. Au moins 30 personnes dont deux policiers ont été blessées. 50 personnes ont été arrêtées dont trois sont toujours en détention.

« Rien ne peut justifier les violences graves ayant entrainé la mort de six manifestants et d'un policier. Les responsables, qu'ils soient des manifestants ou des éléments des forces de sécurité, doivent être identifiés, arrêtés et présentés devant la justice civile ordinaire dans le cadre d'un procès équitable», a déclaré François Patuel, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest chez Amnesty International.
« Les autorités doivent s'assurer que les forces de sécurité ne fassent pas un usage excessif et arbitraire de la force et les manifestants doivent cesser d'avoir recours à la violence pour revendiquer leurs droits ».

Un homme de 39 ans est mort d'une balle au ventre et un jeune de 18 ans d'une balle au front le 7 novembre. Son père a déclaré à Amnesty International : « Le matin, il était parti au travail avant que les manifestations ne dégénèrent. Je ne savais même pas qu'il était dans la foule. On est venu seulement me dire qu'il est mort. J'ai vu le corps, il a reçu la balle au côté gauche du front, ».

Dans un communiqué du gouvernement en date du 28 novembre, les autorités ont annoncé qu'une enquête a été ouverte et que des mesures disciplinaires ont été prises contre des éléments des forces de sécurité.

Elles ont ordonné le repli des militaires déployés dans la ville pour maintenir l'ordre. Amnesty International estime que cette décision constitue une avancée, mais qu'elle n'est en aucun cas suffisante.

« Il faut donner des gages pour que de véritables poursuites criminelles devant la justice civile ordinaire soient engagées contre les responsables des actes de violence ayant entrainé la mort de personnes», a déclaré François Patuel.

Annoncez-vous dans
togomatin
au
90 15 39 77
atogomatin@gmail.com

International

USA / Guinée
Sékouba Konaté arrêté pour fraude

Le commandant de la force régionale de l'Union Africaine, le général guinéen, Sekouba Konaté, a plaidé "coupable" pour "contrebande" dans un trafic de dizaines de milliers de dollars en espèces.

Il a été arrêté dans un aéroport américain en Virginie alors qu'il essayait de sortir du pays. Le général Konaté a été président par intérim de la Guinée.

A l'époque des faits qui lui sont reprochés, il avait invoqué son immunité pour retarder l'enquête.

Son procès est prévu mardi prochain au tribunal d'Alexandria. Il a plaidé coupable pour contrebande de dizaines de milliers de dollars aux États-Unis. Il risque une peine de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans.

Sékouba Konaté

Les procureurs ont indiqué que M. Konaté a essayé de faire entrer plus de 64 000$ en espèces aux Etats-Unis en 2013 depuis l'Ethiopie. Il avait déclaré aux douaniers qu'il détenait moins de 10 000$.

BBC Afrique

Présidentielle / Congo
Un dialogue pour le 3ème mandat ?

Forclos par la constitution de la RDC en ce qui concerne un 3ème mandat, Joseph Kabila veut foncer dans le mur constitutionnel en proposant un dialogue politique national inclusif. Ce que ne veut pas entendre l'UDPS, le principal parti de l'opposition congolaise.

Même si le président Kabila n'a pas explicitement évoqué la question de sa représentation pour l'élection à venir, l'opposition y voit des velléités de contourner l'interdiction constitutionnelle pour un nouveau mandat présidentiel. Pour M. Tshisekedi, le président a « sciemment refusé de s'engager à respecter la constitution, notamment pour ce qui est du nombre et de la durée des mandats présidentiels ».
En fait, le dialogue voulu par le président Kabila visait tout simplement à obtenir un consensus sur le calendrier électoral, la révision du fichier corrompu et le financement des élections à venir.

Favorable au départ pour une telle initiative, après avoir même pris langue avec la présidence dans deux réunions préparatoires en Italie et en Espagne, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) fait maintenant marche arrière et estime désormais ne plus être concerné par le dialogue dans les conditions posées par le président Kabila.

En effet, dans l'ordonnance promulguée lundi soir par Kabila, le dialogue et le comité devant le préparer est mis sous la co-modération d'un représentant de la majorité et de l'opposition politique. Une co-modération qui pourrait bénéficier d'un accompagnement d'un facilitateur international en cas de difficultés majeures.

Joseph Kabila

« Insuffisant », répond M. Tshisekedi qui veut que la communauté internationale soit au centre de ce dialogue. Toutefois, il affirme que son parti reste disposé à examiner toute initiative de la communauté internationale visant à l'élaboration d'un calendrier électoral réaliste et consensuel qui tient compte des délais constitutionnels, la mise à jour du fichier électoral et l'alternance pacifique au pouvoir en 2016.

T.M

Corruption
Tranparency international épingle des pays africains

Dans un communiqué diffusé ce mardi 1er décembre 2015, Tranparency International constate l'évolution de la corruption dans plusieurs pays africains, même si certains pays comme le Botswana, le Burkina Faso, le Lesotho et le Sénégal font bonne figure.

Dans le cadre du rapport « People and Corruption: Africa Survey 2015 », un élément du baromètre mondial de la corruption, Transparency International s'est associé à Afrobaromètre, qui a interrogé 43 143 personnes dans 28 pays d'Afrique subsaharienne entre mars 2014 et septembre 2015 sur leurs expériences et perceptions de la corruption dans leur pays.

Il ressort donc de ce sondage que la majorité (58 %) des Africains au sein des pays sondés affirme que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. Sur 18 des 28 pays sondés, une grande majorité des personnes interrogées considère que le gouvernement de leur pays ne fait pas correctement son travail en matière de lutte contre la corruption.

Une situation dénoncée surtout en Afrique du Sud, classée en tête du peloton, où même les plus hautes autorités de l'Etat ont été mises en cause en la matière. 83% des sud-Africains interrogés affirment que la corruption a fortement progressé par rapport à 2014, contre 76% des Ghanéens et 75% des Nigérians. En tout, 75 millions d'Africains ont versé un pot-de-vin. Parmi les 28 pays étudiés, la police, les chefs d'entreprise, les fonctionnaires du gouvernement et de la justice sont les corps de métier perçus comme les plus corrompus.

Ainsi, face à l'inaction de la plupart des gouvernements vis-à-vis des abus de pouvoir, des ententes secrètes, et malgré l'implication des journalistes d'investigation et de la société civile, le premier responsable de cette ONG interpelle.

En effet, José Ugaz appelle les gouvernements et les juges à venir à bout de la corruption, à mettre un terme à l'impunité et à mettre en œuvre l'Objectif 16 des Objectifs de développement durable (ODD), édictés par les Nations unies visant à réduire la corruption. Il exhorte en outre la population à exiger honnêteté et transparence et à se mobiliser contre la corruption car, estime t-il, il est temps de dire que ça suffit et de démasquer les corrompus.

Alexandre Wémima

Leçons de la présidentielle burkinabè
L'opposition en Afrique n'a pas toujours gagné

Un tour et c'est plié ! Avec plus de 53% des voix loin devant le chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré avec 30%, Roch Marc Christian Kaboré, l'ancien bras droit de Blaise Compaoré, remporte une élection au cours de laquelle, l'opposition traditionnelle avait pourtant une bonne carte à jouer.

Le tout nouveau président du Burkina Faso s'appelle Roch Marc Christian Kaboré. Il portera officiellement son nouveau manteau après la passation de pouvoir entre lui et le président de la transition Michel Kafando. Mais ce visage n'est que trop connu de la scène politique burkinabé et pose en réalité une question cruciale sur l'efficacité ou non de nos oppositions en Afrique.

Roch Marc Christian Kaboré

La deuxième ou troisième révolution burkinabé, c'est selon, serait donc allée chercher l'un des bâtisseurs du « système Blaise Compaoré ». Certes il y a alternance, changement d'homme à la tête du pouvoir, une élection libre... Mais avouons que cette victoire pose un certain nombre d'interrogations que beaucoup feignent d'ignorer. L'opposition burkinabé a-t-elle finalement jamais gagné une élection ? On a toujours estimé que Blaise Compaoré ne gagnait pas réellement les élections, puisque tous les pouvoirs en Afrique, principalement en Afrique noire seraient passés maîtres dans l'art de truquer des élections. Curieux, puisque, malgré son passé de cacique du pouvoir Compaoré, ayant participé de bout en bout à la construction de l'empire du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), il a réussi à mettre K.O tous ses adversaires, y compris le chef de file de l'opposition, numéro un des opposants à l'ancien régime.

Malgré donc le passé collaborationniste – c'est d'ailleurs peu de le dire – les Burkinabé ont su pardonner, se fondant sur sa résistance au projet de changement de constitution pour l'élire. Tout porte donc à croire que l'opposition ne pouvait et n'avait, finalement jamais pu gagner une élection face à Blaise Compaoré. Le nouveau président doit sûrement sa victoire à sa bonne lecture des enjeux politiques, qu'il n'a acquise que grâce aux services rendus au sein de l'ancien système. Comme pour dire, que la démocratie sainte que cherchaient les Burkinabé en excluant l'ancien parti de l'élection présidentielle n'a été qu'un vœu pieux. Le tout nouveau numéro un du pays des hommes intègres fait partie des premières personnes à applaudir le coup de d'Etat contre Thomas Sankara, parlant de « rectification de la révolution » pour se retrouver dans de très bonnes grâces et échapper à l'époque aux persécutions contre les révolutionnaires.

L'apparatchik devenu opposant

Ne nous y trompons pas, son trésor de guerre, ses réseaux ne sont que l'héritage Blaise grâce à ses postes au ministère des Transports, au ministère chargé de la Coordination de l'action gouvernementale et aux finances. Premier ministre en 1994 et président de l'Assemblée nationale de 2002 à 2012, soit dix ans aux côtés de l'ancien président. « J'ai voté pour Kaboré. Pour qui d'autre voudrais tu que je vote », avouait le lendemain du vote, une militante du CDP. Et d'ajouter « au moins lui, on le connaît ». Tout est dit. Avant la déculottée de Zéphirin Diabré, beaucoup d'autres opposants africains avaient toujours clamé leur victoire. On connaît le cas du Sénégal. En 2000, il aura fallu la démission de Moustapha Niasse et de Djibo Leyti Ka du Parti Socialiste, obtenant successivement 17% et 6% au premier tour, pour voir le roi du Sopi Maître Abdoulaye Wade (26% au premier tour) arriver au pouvoir. Il faisait face à un Abdou Diouf fort de ses 41% dès le premier tour malgré la saignée dans son parti, l'usure du pouvoir, le chômage grandissant et le désamour des populations.

Oui, l'opposition en Afrique noire s'est toujours cachée derrière les « prétendues » fraudes des pouvoirs en place pour masquer leur impopularité. Et cette élection au Burkina devra donner de vraies leçons à la classe politique togolaise, toutes tendances confondues. L'un des traits de caractère du président du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), parti cofondé avec Salif Diallo et Simon Compaoré, tous anciens proches de Blaise Compaoré, est sa capacité à manœuvrer et à arrondir les angles et à se poser comme un homme de consensus. Bien en a donc pris les électeurs Burkinabé qui l'ont choisi malgré le sang versé, malgré son passé d'ancien apparatchik, cheville ouvrière durant dix ans du CDP. Il aura lui-même besoin de ce trait de caractère pour rebâtir un Burkina divisé, balloté entre l'étrange et ambiguë question de pro et contre Compaoré. Car l'un des chantiers qui se dresse devant lui est bien la réconciliation nationale, sans laquelle, les rancœurs nées des deux dernières crises risquent de refaire surface. Laissons aux autres les leçons liées à la rapidité avec laquelle les résultats ont été donnés. Laissons les autres parler d'élection historique, la première du genre depuis 1976, sic. Et souhaitons au nouveau président d'endosser de vrais habits de rassembleur !

Françoise Dasilva

Economie

Energie renouvelable
Le Togo adhère au « Solar Alliance »

Initiative lancée lundi par le Premier ministre indien Narendra Modi lors de l'ouverture de la COP21qui se tient actuellement à paris, le « solar alliance » est une initiative dans le domaine de l'énergie qui se veut saine et promotrice d'un développement durable.

Le président Faure Gnassingbé a participé à la cérémonie officielle en compagnie de Franço is Hollande et de plusieurs dirigeants africains. Le Togo a participé à plusieurs conventions dont la Solar Alliance.

Ce projet avait été annoncé lors du récent sommet Inde-Afrique à Delhi.

L'objectif est de coaliser une centaine de pays autour du principe de l'accélération du développement de l'énergie solaire dans le cadre d'une politique d'auto-suffisance et de développement durable.
L'opérateur indien Tata est sur les rangs pour proposer sa technologie aux Etats africains.

ZAK JAY

Faure Gnassingbé

Emploi et insertion des jeunes
la BAD octroi 11,8 milliards de FCFA au Togo

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a accordé, le 27 novembre, au Togo, environ 11,8 milliards de FCFA au titre du Projet d'appui à l'employabilité et l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (PAEIJ-SP).

Adji Otèth Ayassor

Un protocole de don et d'accord de prêt ont été signés à Lomé, par le représentant résident de la BAD au Togo, Serge N'guessan et le ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification du développement, Adji Otèth Ayassor. Il porte sur deux dons d'un montant respectif de 6,67 millions UC, (5,4 milliards de FCFA) et de 1,33 millions UC, (1,1 milliard de FCFA). Un prêt d'un montant de 6,5 millions UC, (5,3 milliards de FCFA) a aussi été accordé.

Le projet PAEIJ-SP contribuera à créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive à travers le renforcement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entreprenariat dans les secteurs porteurs.

Il entend apporter dans un premier temps une réponse pour l'insertion des demandeurs d'emplois à travers le développement de l'entreprenariat des jeunes dans la chaine de valeur agricole. En second lieu, le projet envisage d'apporter une solution structurelle à l'emploi des jeunes en développant les outils de prospection et d'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail.

La finalité du projet est de contribuer à long terme à une réduction< de la pauvreté ainsi qu'à une réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes hommes et des jeunes femmes. Il vise à moyen terme une amélioration des revenus des bénéficiaires de l'appui à l'entreprenariat de plus de 25% et la création d'au moins 19 600 emplois directs en 2020.

Ce financement entre dans le cadre des appuis de la BAD destinés à soutenir le gouvernement dans la promotion de l'emploi des jeunes.

Togomatin

Transport maritime
La côte d'ivoire renforce ses services douaniers de deux scanners mobiles

D'un coût de 3 milliards FCFA, les équipements, livrés par le fabricant chinois Nuctech, font partie de la dernière génération des systèmes d'inspection mobile. Ils seront déployés sur le site du terminal à conteneurs du port d'Abidjan et au port de San Pedro.

La Côte d'Ivoire vient de se doter de deux scanners mobiles à rayon X, destinés à renforcer l'efficacité de ses services douaniers. Une première pour le pays, qui entend ainsi lutter contre la fraude (et les produits illicites) et faciliter les opérations douanières dans l'optique d'optimiser la mobilisation de ses ressources internes.

Ces équipements permettront également, grâce à leur mobilité, d'effectuer des contrôles sur toute l'étendue du territoire. Avec les nouveaux outils, l'inspection ivoirienne des marchandises pourra désormais se faire sans avoir besoin d'ouvrir les conteneurs, contribuant ainsi à la célérité du traitement des marchandises en douanes sans aucun coût supplémentaire pour les usagers,
Par ailleurs, le gouvernement ivoirien annonce poursuivre sur cette lancée avec des équipements similaires aux postes frontaliers de Ouangolo et Noé, les deux principaux postes de contrôle respectivement vers le Burkina et le Ghana.

Alassane Ouattara

Selon la loi de Finances 2015 de la côte d'ivoire, l'administration douanière ivoirienne se doit de mobiliser, au terme de l'année, un peu plus de 1 400 milliards FCFA de recettes pour alimenter le budget national évalué à 5 196 milliards.

TM

Développement
L'AFD et la BAD partenaires pour financer l'Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence française de développement (AFD) s'engagent à accroître le nombre et le volume de projets cofinancés sur le continent africain. Les deux institutions ont signé à cet effet un accord-cadre le 26 novembre 2015 à Paris.

L'accord qui a été signé entre les deux institutions vise une meilleure coordination entre la BAD et l'AFD. En effet ce partenariat porte en son sein des procédures plus simples afin de contribuer à faciliter la mise en œuvre des projets dans les pays bénéficiaires dans les secteurs des énergies renouvelables.

« En accord total avec les Objectifs du développement durable (ODD), cet accord va permettre à la BAD de mettre en œuvre cinq priorités majeures à savoir éclairer l'Afrique et lui donner de l'énergie; nourrir l'Afrique; intégrer l'Afrique; industrialiser l'Afrique; et améliorer la qualité de vie des peuples d'Afrique pour renforcer le développement et la lutte contre le changement climatique sur le continent ». s'est félicité Akinwumi Adesina, président de la BAD.

Entre 2005 et 2014, 36 projets ont été cofinancés par la BAD et l'AFD dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, des transports, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement.

ZAK JAY

Hôtellerie
Le groupe Azalai Hôtels ambitionne de conquérir l'Afrique

Dans son ambition de conquérir l'Afrique, le groupe azalai hôtels s'est engagé depuis dans la recherche de partenaires financiers stratégiques. C'est dans ce cadre que le group malien a signé lundi 30 novembre un accord de prise de participation avec West Africa Emerging Market Growth Fund (WAEMGF), le fonds de capital investissement géré par PCM Capital Partners (PCP)

L'opération porte sur 3,3 milliards de francs CFA (5 millions d'euros) et entre dans le cadre d'une augmentation de capital que réalise le groupe hôtelier malien en vue de financer son expansion en Afrique.

Premier groupe hôtelier Ouest Africain, Azalaï Hotels déjà présent au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée Bissau et au Mali à travers 7 réceptifs hôteliers va ouvrir très prochainement de nouvelles unités hôtelières dans la sous-région.

Le premier, devant ouvrir au dernier trimestre 2015 à Nouakchott (Mauritanie). Le deuxième à Abidjan (Côte d'Ivoire) au second trimestre 2016. Suivront, ensuite les hôtels Azalaï de Dakar (Sénégal), Niamey (Niger) et Conakry (Guinée).
« Ce partenariat capitalistique avec le WAEMGF s'inscrit dans la logique de la stratégie du Groupe Azalaï Hotels visant à investir 100 milliards de FCFA (165 millions de dollars US) dans la région pour accroitre la capacité d'accueil hôtelière et créer ainsi les conditions pour répondre à une demande croissante notamment en matière d'hôtellerie d'affaires et d'hôtellerie économique » a expliqué M. Bally Mossadeck, fondateur et Président-Directeur Général du Groupe Azalaï Hotels à nos confrères de financialafrik.

Ainsi, le Groupe Azalaï Hotels et le WAEMGF espèrent avec le partenariat qu'ils ont noué contribuer à faire prendre au tourisme Ouest Africain son envol.

TM

Vue du Togo

COP21, sortir de la limite des effets d'annonce !

Craignant que les engagements pris lors de la conférence COP21 en cours à Paris ne se limitent juste à des effets d'annonce, bien de Chefs d'Etat, venant surtout des pays les moins pollueurs demandent aux grands pollueurs des engagements fermes et clairs, histoire que les lobbys d'ores et déjà à l'œuvre pour faire échouer les décisions du sommet n'atteignent leur objectif.

Faure Gnassingbé et son homologue sénégalais aux cotés des millitants écolo.

S'inscrivant dans le même allant que ces collègues des pays les moins pollueurs de la planète, le président de la République du Togo a martelé : « On a besoin d'actions ». C'était au cours de la présentation d'un business plan pour le climat par la Banque mondiale. Plan auquel adhère le Chef de l'Etat. Selon, bien de sources l'intervention du Président togolais a eu un écho favorable. « Nous vivons déjà des catastrophes dans nos pays », a-t-il indiqué pour relever le fait qu'en Afrique la question du réchauffement climatique est une réalité depuis bien longtemps. Il a par ailleurs soulevé certaines préoccupations écologiques des populations togolaises dont les effets du réchauffement climatique. Il y a encore trois ans, a indiqué le chef de l'Etat, « les saisons de pluies étaient désastreuses » à plusieurs endroits du pays. Grâce à l'appui de la Banque mondiale, un programme d'assainissement a pu être mis en œuvre. Mais si les dégâts causés par les pluies sont aujourd'hui atténués à Lomé, de nombreuses autres localités restent exposées. D'où son souhait de voir l'appui de la BM s'intensifier pour permettre à l'ensemble du pays de mieux faire face aux problèmes d'assainissements.

Le sacrifice de 2°C

2 °C, c'est le « sacrifice » qui est en train d'être demandé aux pays pollueurs pour éviter que la planète n'agonise. Une réduction qui ne semble pas arranger les pays les moins pollueurs. Trop faible. Les lignes ne semblent pas avoir grandement bougé. Pourtant, il le faut, car les grands dérangeurs de l'atmosphère terrestre se retrouvent être finalement les moins touchés.
Les pays non développés en subissent le contrecoup. De plus, ils deviennent des dépotoirs pour les premiers, qui profitent de la « porosité » des dirigeants de ces Etats pour déverser leur trop-plein de déchets. L'Afrique en fait partie. Le cas du bateau Trafigura reste dans les esprits comme l'illustration la plus frappante et la plus visible de ce comportement dommageable. En 2006, le bateau Probo Koala déverse ses 581 tonnes de déchets toxiques à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le Probo Koala a quitté Brownsville, au Texas, puis a fait route vers l'Europe, notamment Amsterdam. Cette catastrophe environnementale a tué 17 personnes et en a intoxiqué des dizaines de milliers d'autres.

Et les Pollueurs – financeurs ?

Cette COP21 a été en bonne partie financée par des groupes de pression dans le domaine industriel. Ceux-ci se nourrissent de la pollution. La fin des comportements délictuels est le début de la fin d'un réchauffement mortel de la planète. Ensuite, il faut que les six pays qui représentent 60 % de la pollution mondiale - Chine, Etats-Unis, Japon, l'UE... entre autres - paient, et acceptent de travailler à changer la courbe. Ce qui ne sera que justice que les pollueurs paient! Vivement qu'au bout de cette COP21, que l'on parvienne à des mesures réalistes, applicables à tous, surtout aux pollueurs devant Dieu et devant l'humanité.

D.K

Historique : Conférence des Parties (COP)

Chaque année, les pays qui ont ratifié la Convention de Rio tiennent une Conférence des Parties (COP). La conférence (COP21) se tient à Paris, au Bourget du 30 novembre au 11 décembre 2015.

La première Conférence des Parties signataires de la Convention Climat (COP) se réunit à Berlin en mars 1995, et reconnaît la nécessité d'un renforcement des engagements des pays développés. Elle fixe par pays et par région d'une part des objectifs quantifiés de réduction ou de limitation des émissions, et d'autre part des politiques et mesures.

La deuxième Conférence des Parties signataires de la Convention Climat (COP) se réunit à Genève en Suisse en 1996. La troisième Conférence des Parties signataires de la Convention Climat (COP) se réunit à Kyoto au Japon en 1997.

La quatrième session a lieu à Buenos Aires en 1998 et fixe un calendrier de travail pour un objectif final à atteindre en Novembre 2000 à La Haye et précise les règles de mise en œuvre du Protocole de Kyoto : système d'observance, échanges de crédits d'émission, développement propre dans le monde en développement.

Après des réunions (cinquième session) en 1999, à Bonn puis à Lyon, de négociations sur la mise en œuvre du plan d'action défini à Buenos Aires, notamment les mécanismes utilisés pour la réduction, les Parties se réunissent en sixième session à La Haye en 2000 (7000 participants de 182 pays et organisations inter- et non-gouvernementales).
Du 16 au 27 juillet 2001, l'ensemble des 180 états concernés et autres organisations intéressées (soit 4500 représentants) participent à la « COP6bis » à Bonn, pour achever le travail commencé à La Haye, la difficulté provenant cette fois du changement de politique des Etats-Unis, le Président Bush ayant décidé de ne pas ratifier le Protocole de Kyoto.
Les conférences suivantes celles de 2002, 2003 et 2014 ont eu lieu respectivement a New Delhi, Milan et Buenos Aires

La 11e Conférence des Parties (COP11) à la Convention climat a lieu à Montréal du 28 novembre au 9 décembre 2005. Elle réunit 188 pays et la Communauté européenne : pour 156 d'entre eux, la conférence est la première réunion des Parties au Protocole de Kyoto depuis la conclusion de 1997 et l'entrée en vigueur en 2005 du Protocole de Kyoto.

Extrait, Actu-environnement.com

« L'Afrique a tout à gagner avec les énergies renouvelables! »

En marge de la COP21, l'Afrique fait entendre sa voix lors du LAB. Focus sur ce continent vulnérable et pourtant bien placé pour réussir la transition.

Le programme du «Land of Africain Business» fait la part belle aux technologies, à l'innovation et à la politique. Mais n'oublie pas la culture comme valeur d'échange. Plusieurs événements comme une expo photo en témoignent.
Le programme du «Land of Africain Business» fait la part belle aux technologies, à l'innovation et à la politique. Mais n'oublie pas la culture comme valeur d'échange. Plusieurs événements comme une expo photo en témoignent.
L'Afrique aussi à sa vitrine «Off» lors de la COP21 de Paris. Le LAB pour «Land of African Business» rassemble l'entreprenariat innovatif, les décideurs, la société civile africaine et de nombreux invités (dont les membres des délégations africaines) pour 9 jours d'ateliers et de débats autour du défi que représente la transition énergétique pour l'Afrique. Du 2 au 11 décembre, ce LAB (organisé par le cercle de réflexion les Ateliers de la Terre) pose ses valises à l'Hôtel de l'Industrie au cœur de la capitale française.
La Fondation Hirondelle, qui allie soutien à la presse et action humanitaire, est aussi de la partie. Grâce au partenariat de cette fondation suisse, six journalistes d'autant de pays (Burkina, Guinée, Mali, RCA, RDC et Côte d'Ivoire) couvrent les deux événements – la COP21 et le LAB – avec un focus africain évidemment. Le point avec Samuel Turpin qui coordonne l'opération.

Représentation des pays participants au COP21

Quelle est l'attente des pays africains lors de cette COP21?

Samuel Turpin: Dans leurs déclarations communes, on se rend compte que les pays africains ne demandent pas tant des fonds que de pouvoir accéder aux nouvelles technologies. Il y a plusieurs paradoxes dans la situation du continent africain. Il est d'une part très vulnérable – les sécheresses vont se répéter encore plus fréquemment - mais d'autre part il est peu émetteur de gaz à effet de serre. Il est conscient qu'il a une énorme carte à jouer avec le développement des énergies solaires. Mais il doit aussi s'adapter pour des choses très basiques et culturelles: son agriculture consomme beaucoup trop d'eau. Ce n'est rien de le dire mais imaginer que les Africains vont manger moins de millet et de riz serait une révolution.
Le fond pour le climat est-il l'enjeu majeur?

Les pays savent qu'ils ne sont pas prêts et ne peuvent encore présenter suffisamment de projets concrets. Sur le terrain, les gens ne sont pas encore conscients du réchauffement climatique. Le niveau d'informations est extrêmement faible. De fait, il y a encore trop de projets de développements pensés sur le modèle des énergies fossiles. Et l'opportunité de l'Afrique est de ne pas avoir à transférer son économie...

Le sous-développement une chance!

Je dirais que l'Afrique est le continent qui a tout à gagner dans le développement des énergies renouvelables. Au contraire des pays industrialisés qui devront modifier des comportements. L'Afrique n'a pas à abandonner des modèles mais peut passer directement à une économie propre. Aujourd'hui les élites africaines affichent une réelle volonté commune et sont venues à Paris avec une stratégie globale. Bien que les demandes d'un pays ou de l'autre peuvent être très différentes.

La COP21 est-ce un sujet en Afrique?

Pas vraiment. En ce moment, quand on dit Paris, c'est le mot «attentat» qui revient. Pour eux, cette conférence est une parmi tant d'autres. Par contre, le changement climatique est une notion qui commence à faire son chemin. Il faut l'expliquer mais ils s'y retrouvent, car les exemples sur le terrain sont nombreux.

24heures.ch

Deux milliards pour l'Afrique

Alors que, après les discours, les négociations viennent de commencer à la conférence de Paris sur le climat, la France vient d'annoncer qu'elle allait consacrer 2 milliards d'euros à l'aide des pays africains dans leur transition énergétique.

L'Afrique a beaucoup à attendre de la COP21, car ce continent se trouve dans une position très différente de l'Europe, l'Asie ou l'Amérique du Nord. Les Africains sont en effet très peu responsables des émissions de gaz à effet de serre génératrices d'un changement climatique... qu'ils subissent de plein fouet !
Ainsi, en 2010, l'ensemble du continent africain a produit 930 millions de tonnes de CO2, alors que dans le même temps, les États-Unis seuls en recrachaient 5 359 millions de tonnes (six fois plus) et la Chine 7 300 millions de tonnes !
Tout le monde est d'accord, les Africains, comme les pays du nord : il faut que le continent puisse avoir accès à la croissance et au développement, sans passer, comme les autres, par la case «charbon-pétrole-gaz», qui fait suffoquer la planète.
Voilà pourquoi l'un des enjeux de la COP21 est de donner les moyens aux pays pauvres en général et à l'Afrique en particulier d'opérer une transition énergétique vers les sources renouvelables, solaire essentiellement, ce n'est pas ce qui manque sous les tropiques.
C'est dans cette perspective que la France a annoncé hier qu'elle consacrerait 2 milliards d'euros d'ici à 2020 pour aider l'Afrique à une transition vers les énergies renouvelables.

La COP21 devra aussi prendre en compte le deuxième problème de l'Afrique : c'est que le réchauffement y a déjà provoqué des catastrophes. François Hollande a encouragé les autres pays à soutenir aussi d'autres projets urgents, comme la Grande Muraille verte (lire encadré), l'aménagement du fleuve Niger (qui traverse le Nigeria, le Mali, le Niger, le Bénin et la Guinée) ou le sauvetage du lac Tchad, qui est aujourd'hui dix fois plus petit qu'il y a 50 ans ! Et sa disparition pure et simple est envisageable à plus ou moins brève échéance. Or, vingt millions de personnes dépendent de ses eaux.
Les Africains sont donc très en demande pour cette COP21, et en attendent des décisions significatives. Certains réclament même que l'objectif ne soit pas de 2°, mais 1,5°, tant ils sont aux premières loges pour mesurer les impacts du réchauffement.
Il est également question de l'électrification de l'Afrique, un sujet dont l'ancien ministre de l'environnement Jean-Louis Borloo a fait son cheval de bataille.
Sur ce point, François Hollande a d'ores et déjà promis 6 milliards d'euros entre 2016 et 2020, pour que l'Afrique ne soit plus la «tache noire».
Jean-Louis Borloo l'affirme : «En Afrique, l'obscurité, c'est l'obscurantiste». Belle formule, qui résume bien des objectifs politiques de la COP21.
La «grande muraille verte» face au désert
C'est un projet pharaonique qui a été adopté au sommet de l'Union africaine en 2007, et dont on reparle aujourd'hui, à l'occasion de la COP21.

L'idée est de constituer une sorte de coulée verte qui traverse d'ouest en est la totalité du continent africain, soit 7 600 kilomètres sur une largeur de 15 kilomètres. L'objectif principal est de contenir l'avancée du désert dans la zone sahélienne, mais également d'améliorer la gestion des ressources naturelles. Avec au final, des meilleures conditions de vie pour les riverains. Pour l'instant, la Grande muraille est surtout constituée de petites parcelles aménagées ou réaménagés avec l'accord des populations.

Le point crucial, c'est bien entendu de pouvoir acheminer l'eau sur l'ensemble de la muraille verte. A priori, l'idée est bonne, car au Sénégal où elle est déjà implantée, les résultats sont positifs. Il faudra en principe encore une dizaine d'années pour terminer le chantier.

Ladepeche.fr

COP21 : Ce que les présidents africains ont dit à l'ouverture du sommet

La COP 21 s'est ouverte lundi avec les déclarations, limitées à quelques minutes, de l'ensemble des chefs d'État présents à Paris. Voici les principales déclarations des présidents africains.

Macky Sall (Sénégal)

« Nous n'avons nul besoin de démonstrations scientifiques sur le changement climatique, car nous le vivons déjà. L'accord doit être contraignant, applicable à tous, juste et équitable.
Pour nous, les énergies propres sont également une source de perte de compétitivité qui amplifie le coût de notre développement.
L'UA a appelé à la création d'un mécanisme piloté par l'Afrique pour coordonner les initiatives dédiées à l'électrification du continent. Le Sénégal appelle les pays à orienter l'argent du fonds vert vers ce mécanisme a raison de 5 milliards de dollars par an sur au moins 10 ans. »

• Moulay Rachid (au nom du roi du Maroc)

« Est-il équitable de plaider pour la frugalité quand on a déjà tout ? Est-il légitime que les prescriptions pour la protection du climat soit dictées par ceux qui sont les premiers responsables du réchauffement de l'atmosphère ? Le continent africain mérite une attention particulière. Prenons garde à ce que ces pays n'aient pas à choisir entre le progrès économique et la protection de l'environnement. »

• Abdel Fattah al-Sissi (Égypte, préside le comité des ministres africains de l'Environnement)

« Notre objectif est de représenter le continent africain et de défendre ses droits légitimes au développement.
Nous ne saurions accepter que l'on braque toute l'attention sur l'atténuation et non sur l'adaptation. Il est important que cet accord inclue des objectifs chiffrés sur l'adaptation et qu'il soit juridiquement contraignant.
Les transferts de technologie sont un impératif, la preuve principale du sérieux de la communauté internationale face au changement climatique. »

• Jacob Zuma (Afrique du Sud)

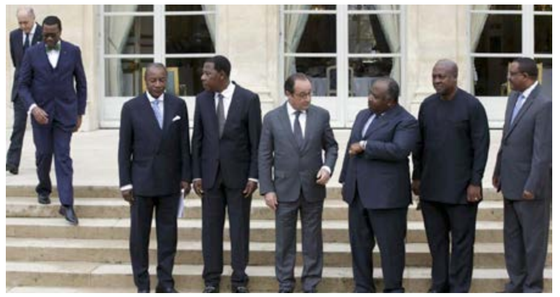
« La solidarité avec les pays en développement (...) doit être intégré à la COP et les financements renforcés de manière significative.
La lutte contre le changement climatique ne doit être considérée ni comme une aide au développement ni comme une assistance mais comme une question juridique dans le cadre des discussions des Nations Unies. »

• Mahamadou Issoufou (Niger)

« Le lac Tchad se meurt et le fleuve Niger s'ensable. Le Niger encourage vivement les États membres à agir pour que l'accord soit complet, solidaire et contraignant. Et qu'il permette de limiter la hausse des températures à 1,5 degrés car une augmentation de 2 degrés dans le monde se traduira pour l'Afrique par une hausse de 3,5 degrés, et pour le Niger de 5 degrés. »
L'accord qui se dessine ne se fera pas sans l'Afrique, nos priorités doivent y figurer, dit Alassane Ouattara

• Paul Biya (Cameroun)

« Le Cameroun, faible émetteur de GES, entend poursuivre sa contribution. Mais les forêts d'Afrique centrale contribuent à la lutte contre le réchauffement. Nous devons sauver les forêts du bassin du Congo, nous devons sauver le 2e poumon de la planète. »
• Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)
« L'accord qui se dessine ne se fera pas sans l'Afrique, nos priorités doivent y figurer. Les 100 milliards promis d'ici 2020 sont bien en deçà des défis liés au changement climatique et il convient d'étudier des maintenant les modalités du financement pour l'après 2020. »



• Habib Essid (Tunisie)

« La Tunisie a été pionnière à l'égard des conventions et des instruments internationaux : nous avons inclus le réchauffement climatique dans les principes directeurs de notre nouvelle Constitution.
Aujourd'hui, la responsabilité nous impose de faire preuve de suffisamment de volonté politique [face au changement climatique, NDLR]. »
Le risque pour la santé humaine s'inscrit en droite ligne des bouleversements de notre environnement, dit Alpha Condé

• Denis Sassou Nguesso (Congo)

« La faute incombe principalement aux pays développés, aux pays pollueurs, qui n'ont jamais accepté d'assumer leurs responsabilités. Comme tous les pays du bassin du Congo, 2e poumon écologique du monde, le Congo, avec 65% de son territoire recouvert de forêts naturelles, contribue largement à la protection de l'environnement. L'accord doit établir une responsabilité commune mais différenciée dans le changement climatique. »

• Alpha Condé (Guinée)

« La Guinée est confrontée comme d'autres pays au défi du développement et de la protection de l'environnement. À ceux qui pensent encore que les conséquences des changements climatiques sont lointaines, la Guinée et ses voisins ont malheureusement apporté la preuve du contraire avec l'épidémie Ebola. Le risque pour la santé humaine s'inscrit en droite ligne des bouleversements de notre environnement. »
Les grands absents et l'« Africa day »
Parmi les grands absents lors de l'ouverture de ce sommet sur le climat, on comptait notamment le président du Rwanda, Paul Kagamé, qui a annoncé son désistement pour raisons personnelles, ainsi que les présidents de la Tanzanie, du Malawi et de la Zambie. Les présidents Dos Santos (Angola), Nkurunziza (Burundi), Bouteflika (Algérie) et Essebsi (Tunisie) étaient chacun représentés par leur vice-président ou leur Premier ministre. Présent à la COP21, le roi Mohammed VI n'a quant à lui pas fait de discours, mais il s'est fait représenter par son frère, le prince Moulay Rachid.
Lors de la journée de mardi, désignée comme un « Africa Day », un mini-sommet sera dédié à l'Afrique, au cours duquel des financements seront annoncés en faveur de la lutte contre la désertification et pour le développement de l'accès à l'énergie sur le continent.

Jeuneafrique.com

Jeux & détente

LES BLAGUES DU JOUR

Fille diable

En Chine, un homme perdu dans la forêt fini par découvrir une chaumière où il est accueilli par un vieux chinois :

- Je suis perdu, pouvez vous m'héberger pour la nuit ?
- Bien sûr, honorable étranger, mais à une seule condition : Ne touchez pas à ma fille sinon je vous infligerai les 3 pires supplices chinois connus.
- Pas de problème !, répond le jeune homme, pensant qu'il saura se retenir de sauter sur la première venue.

En fait, au dîner, il s'aperçoit que la fille est une vraie bombe atomique et qu'elle n'arrête pas de l'allumer, de lui faire du pied sous la table et de l'aguicher avec un décolleté de folie...

Se souvenant de l'avertissement du vieillard, il préfère s'abstenir et rentre dans sa chambre une fois le repas terminé.

Cependant, au milieu de la nuit, la nana se pointe dans sa chambre et lui saute directement dessus. Une nuit torride s'en suit, et la fille repart dans la nuit pour ne pas se faire choper par son père.

Le lendemain, il se réveille en sentant une pression sur sa poitrine. Ouvrant les yeux, il voit une énorme pierre posé sur son torse avec un "post-it" disant :
« 1er supplice chinois, grosse pierre sur la poitrine !»

Le jeune homme, un peu déçu, se dit que si c'est tout ce que le vieux a trouvé, il n'y a vraiment pas de quoi effrayer un chat ! Il prend donc le bloc, marche jusqu'à la fenêtre et le balance par dessus bord. A ce moment, il aperçoit un second "post-it" collé à la fenêtre disant :
« 2è supplice chinois, grosse pierre attachée testicule gauche !»

Pris de panique, il voit le fil liant son testicule gauche à la pierre qui "file" à toute vitesse ! Décidant que quelques os cassés valaient mieux que la castration, il saute par la fenêtre. C'est alors, qu'en s'approchant du sol, il aperçoit une pancarte posée par terre qui dit :
« 3è supplice chinois, testicule droit lié au pied du lit ! »

Le jugement des soeurs à la porte du paradis

Trois bonnes sœurs arrivent aux portes du paradis, devant Saint Pierre.

- Mes Sœurs, leur dit-il, le paradis vous est déjà acquis. Mais, avant de vous laisser entrer, je dois vous demander de vous confesser une dernière fois.
Il se tourne vers la première et lui demande :
- As-tu déjà commis le péché de chair ?
- Non, mais... j'ai tenu une fois le sexe d'un homme dans mes mains.

- Malheureuse ! Va vite te laver les mains dans ce seau d'eau bénite !

Il a peine le temps de se tourner vers la deuxième bonne sœur pour lui poser la même question que la troisième se précipite vers le seau et commence à se laver la gorge !

- Ma sœur ! Ne me dites pas que...
- Si, si, dans la bouche, c'est pour ça que je suis passé avant que l'autre se lave le cul.

PHARMACIES DE GARDE DU 30 Nov- 07 Déc 2015

NATION (face ancien marché de Totsi), Tél : 22 25 99 65
BETHEL (Route d'Adidogomé) , Tél: 22 25 23 70
DE LA VICTOIRE (Avedji wessomé,après les rails), Tél : 22 45 74 92
OCEAN (Route de l' OCAM), Tél : 22 22 62 77
BESDA (Adidogomé Aménopé,Route de Kpalimé), Tél: 22 51 05 29
SATIS (Près du CEG Kossigan à Agoè logopé), Tél : 22 50 30 55
VERTE (face école du parti Klikamé), Tél : 22250326
FIDELIA (Bè kpota, route d'Atiégou, près de l'hôtel la Référentiel), Tél : 22 71 95 95
BAH (Face EPP Hédranawé), Tél : 22 26 03 20
HEDRANAWE (Marché de Hédranawé), Tél : 22 26 49 61
PAIX (Résidence du Benin), Tél : 22264091
PEUPLE (Marche de Nukafu), Tél : 22 26 84 22
ROBERTSON (Après la lagune de Nyékonakpoè), Tél : 23 20 61 11
LIBERATION (Avenue de la libération prolongée), Tél : 22 22 25 25
BON SECOURS (rue du grand collège du plateau Cassablanca), Tél : 22457674
DESTIN (A coté de l'agence ECOBANK de Baguida), Tél: 22 41 15 41
LAUS DEO (Route de Léo 2000), Tél : 22 25 15 05
LE PROGRES (Tronçon CIMTOGO à coté de Zorro Bar), Tél : 22 35 86 55
KPEHENOU (Bd Houphoët Boigny), Tél: 22 21 32 24
HYGEA (Face Lycée publique de Baguida), Tél : 22 27 36 36
KOUESSAN (En face du stade de Kégué), Tél: 23 20 04 57
BOURLEVARD (Bd du 13 Janvier 0 Dallassâmes), Tél : 22 21 65 49
DELALI (Agoè cacavéli face cour d'appel), Tél : 22 25 06 90
BIOVA (Bd Hounphoët Boigny), Tél 22 34 50 93
LA GRACE (Près de l'auberge Sahara), Tél : 22 25 9165
DU POINT E (Djidjolé dans la von de la pharmacie de djisjolé), Tél : 22 51 91 71
ESPERANCE (Face école française « Nyékonakpoè »), Tél : 22 21 01 28

Les bons plans et les bonnes adresses

Où sortir à Lomé ?

Les plages

COCO BEACH, Tél : 22 71 49 37
PURE PLAGE (Qtier Baguida, après usine Picos) ; Tél : 92 96 56 48
MARCELO BEACH (Qtier Baguida) ; Tél : 22 27 21 55 / 93 67 67 67
NEW RAMATOU PLAGE (Zone portuaire Lomé) ; Tél : 22 41 53 39 / 92 88 03 58

Les danses

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87

Où manger à Lomé ?

RESTAURANTS AFRICAINS

CANTINE DE L'IBIS HÔTEL (Qtier Administratif derrière l'Hôtel IBIS) ; Tél : 90 08 52 54
NOPEGALI VIP (Bd du 24 Janvier en face de la BTCI) ; Tél : 22 22 94 00

SNACKS & PIZZERIA

LA BELGA (2e rue à gauche après le commissariat central) ; Tél : 90 32 45 45
PIZZERIA GREENFIELD (Qtier Tokoin Hôpital Rue Akati) ; Tél : 22 21 21 55

BOULANGERIES & PÂTISSERIES

BOMACO STE (Qtier Ramco 44, Avenu de la libération) ; Tél : 22 21 02 73
CROQUEMBOUCHE (Qtier A gbalépo-dogan en face de GTA; Tél : 22 25 14 46

INFOS UTILES

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV ; Tél: 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE ; Tél: 22 22 66 11
TOGO TELECOM ; Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CLINIQUE DE L'AEROPORT; Tél: 22 26 90 12
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
PROTECTION DE L'ENFANCE; Tél: 111 / 22 20 45 10
SPECIALE INFO SANTE; Tél: 80 00 00 11

MOTO & KARTING

TOGO MOTO CROSS (Face au Golf club d'Agoè Nyivé) ; Tél : 90 17 95 07
L'AFRICLUB (Qtier : Kégué entre CHR et la FTF) ; Tél : 92 52 24 40

MUSCULATION / MASSAGE

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Jeux : Rangez ces chiffres (de 1 à 4) à votre gré pour retrouver la photo de gauche . NB: Certaines photos sont renversées

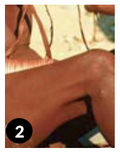


Photo du jour

Voici les fiancés qui célébreront leur mariage demain. Qu'en pensez-vous?

Arts & Culture

L'écrivain franco-congolais Alain Mabanckou entre au Collège de France

Alain Mabanckou a annoncé sa nomination au Collège de France à la Chaire de création artistique. Le romancier franco-congolais, prix Renaudot 2006 pour "Mémoires de porc-épic", conserve son poste de professeur titulaire à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).

« J'ai le plaisir de vous annoncer que j'ai officiellement été nommé ce jour comme professeur au Collège de France, à la Chaire annuelle de Création artistique », a annoncé Alain Mabanckou sur son compte Instagram. L'écrivain franco-congolais, 49 ans, a remporté en 2006 le prix Renaudot pour son roman "Mémoires de porc-épic" (Seuil) et demeure en lice pour le Goncourt des lycéens attribué ce mardi 1er décembre à Rennes, pour "Petit piment" (Seuil).

Leçon inaugurale le 17 mars

L'écrivain a précisé qu'il donnera sa leçon inaugurale le 17 mars à 18 heures dans l'amphithéâtre Marguerite-de-Navarre. "Mes cours et mes séminaires commencent une semaine après cette leçon (cours et séminaires ouverts à tout le monde)", précise Alain Mabanckou, qui indique conserver son poste de

Alain Mabanckou

professeur titulaire à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA).

Fondé en 1530 à l'instigation de Guillaume Budé, "maître de librairie" de François Ier, le Collège de France propose, depuis cinq siècles, des dizaines d'enseignements ouverts au plus grand nombre. N'importe qui peut y assister en "auditeur libre" gratuitement et sans inscription. Comme le suggère sa devise "docet omnia", "il enseigne tout" : de la philosophie au droit, en passant par la médecine et les mathématiques.

Premier écrivain à occuper la chaire de création artistique

La chaire internationale de création artistique, créée en 2004, a été occupée avant Alain Mabanckou par l'architecte Christian de Portzamparc, le compositeur Pascal Dusapin, le peintre Anselm Kiefer ou encore le paysagiste Gilles Clément. Il sera le premier écrivain à occuper ce poste.

culturebox.francetvinfo.fr

Enregistrement en public de l'émission« La danse des mots » d'Yvan Amar à l'Institut Français du Togo

« La danse des mots » est une émission présentée par Yvan Amar et diffusée du lundi au vendredi à 13h33 TU.

Dans cette émission Yvan Amar s'interroge sur les mises en scène du langage. Le français sur Internet, l'évolution de l'orthographe, l'explosion de la littérature francophone tout autour du monde. S'interroger sur la langue n'est pas seulement une curiosité aiguë : c'est un révélateur du monde où nous vivons !

L'émission enregistrée ce mardi à l'IFT aura pour thème « Le français parlé au Togo ».

A travers quelques expressions savoureuses nous découvrirons l'argot des étudiants et quelques mots spécifiques ayant trait aux moyens de transport, là a gastronomie, à la drague et à la fête, à la

mode, à l'apparence et au maquillage, aux relations de parenté, à la politique, aux affaires etc.

Théâtre
«Kélé-Kélé», de Banissa Méwé en spectacle ce soir au Goethe Institut

Inspirée de la légende togolaise, «Kélé-Kélé» sera interprétée par 4 acteurs à travers chants, danses et récits dans un impressionnant spectacle théâtral. Quelque part sur une place publique, trois (3) hommes et une (1) femme, se donnent rendez-vous autour d'un grand feu un soir. Ils boivent, chantent, dansent et racontent des histoires qu'ils ont eux-mêmes écoutées là-bas dans leur village à ASSEHOUN'KANKANCOPE. Dans la foulée, plusieurs histoires sont proposées. Finalement, c'est Assiba qui remporte la palme ; son histoire a voyagé. Voyagé. Tellement voyagé que pour finir, tout le monde la raconte. Assiba est misérable. Personne ne veut ni la toucher ni même s'approcher d'elle. Un jour, à la surprise générale, Assiba tombe enceinte. Tout le monde est curieux de voir ce qui sortira de ses entrailles ; c'est Kélé-Kélé. Elle est jolie. Elle est très jolie. Elle attire la curiosité de tous mais pas pour longtemps. Car un matin, elle meurt avant que les premiers rayons de soleil n'apparaissent dans le ciel…
Kélé-Kélé est un véritable voyage dans l'Afrique des profondeurs ; chants, danses et musiques s'entremêlent. Les récits sont tantôt des frénésies rythmées par la musique, tantôt une sorte de complainte langoureuse ou mélancolique… Les 4 comédiens qui sont sur scène sont aussi des instrumentistes. Ils ajoutent donc une saveur très musicale au spectacle. Les rythmes Togolais sont essentiellement exploités dans le spectacle : Akpessè, Kamou, Agbadja, Lawa, Blékété… Le plus impressionnant c'est que tout le monde joue, tout le monde danse. La seule femme sur scène, danse pour dix. Les mains tapent les mains. Les pieds sertis de grelots martèlent le plancher…

Lire

« …Politique de l'eau
Bornons-nous à examiner ici les aspects écologiques d'une politique de l'eau.
L'eau, ex-bien commun à la disposition de tous, est devenue un bien payant avec l'adductiond'eau dans les foyers, et un bien marchand coûteux avec le développement de l'eau potable en bouteille.

L'usage massif de l'eau dans l'agriculture industrialisée, la pollution des nappes phréatiques par les déjections de l'élevage industrialisé, la pollution des rivières, fleuves, lacs, mers, sous l'effet des ordures et des déchets nocifs des villes et des industries, tout cela transforme le bien le plus abondant en bien se raréfiant. Enfin, dans les régions du monde en butte aux sécheresses endémiques et dans celle où l'on prévoit que le réchauffement climatique fera de l'eau un bien capital pour les nations, l'aggravation des conditions d'approvisionnement en eau et la multiplication des antagonismes entre nations laissent présager d'éventuelles guerres de l'eau.

D'autre part, le phytoplancton, élément de base de la chaîne trophique, diminue dramatiquement dans les océans, de plus en plus pollués et soumis à la surpêche.

Les problèmes de sociétés

L'écologie nous pose directement des problèmes d'énergie d'ordre technique et économique, et indirectement des problèmes de transport, d'habitat. Elle nous amène par là à considérer des problèmes clés de société.

La société est un « complexe » au sens du mot latin complexus qui signifie « ce qui est tissé ensemble » ; si nous suivons les fils énergétiques, nous en arrivons au complexe d'ensemble. Ce complexe comprend la production, la consommation, la ville, la campagne, et, corrélativement, les comportements et finalités individualistes qui marquent nos habitudes de vie, nos genres de vie, nos styles de vie, autrement dit notre existence quotidienne et personnelle. Il nous faut donc nous situer dans le complexe :
Parler de complexe signifie nous devons toujours considérer les données particulières en relation avec l'ensemble dont elles font partie, et de même toujours considérer l'ensemble en relation avec les parties. Il faut décompartimenter les expertises et toujours situer l'objet d'examen dans son contexte et son complexe.

Ce complexe comporte des problèmes propres à notre civilisation que caractérise le développement ininterrompu de son caractère technico-économico-industriel impliquant une croissance interrompue des besoins, productions et consommations –notamment de la consommation énergétique. Nous commençons seulement à prendre conscience que cette consommation entraine gaspillage et dilapidations, et quelle détermine dégradation et raréfaction; nous devons sans tarder en conclure que cette situation nécessite des innovations et des reformes en tous domaines.
En effet, au-delà d'un certain seuil, la modification de nos comportements énergétiques signifie la modification de nos genres et modes de vie, que ce soit dans les transports, l'habitat, la consommation ou la vie urbaine… »

Extrait de « La Voie Pour L'avenir de l'humanité » de Edgar Morin, Edition Pluriel page 143 à 145

Sports

FTF
Fin de mission du comité de normalisation

Dans une lettre adressée au comité de normalisation de la Fédération Togolaise de Football, le Ministre des sports, Guy Madjé Lorenzo a décidé de mettre fin au mandat du comité de normalisation de la Fédération togolaise de football (FTF).

Guy lorenzo

« Au 30 novembre, le gouvernement constate qu'aucune des missions assignées au comité de la FTF n'a été remplie. Il déplore cette situation et dans ces conditions, prend acte, à compter de ce jour, de la fin des activités du comité de normalisation. Il informe les différentes instances internationales du football de ce constat », écrit M. Lorenzo.
Le comité de normalisation avait été mis en place à la demande de la FIFA pour tenter de régler la crise qui secoue le football togolais depuis plusieurs années, mais cet organe a été incapable d'organiser des élections et de mettre d'accord les intéressés.
Le gouvernement prend donc ses responsabilités en mettant fin à ce comité qui selon plusieurs analystes du monde sportif, a « échoué sur tous les plans ».

ZAK JAY

FIF pro world XI 2015
L'ivoirien Yaya Touré seul africain dans le classement

L'international ivoirien Yaya Touré fait encore une fois parti de la liste des 55 joueurs retenus par la FIF pro pour l'établissement de l'équipe type de l'année 2015.

Yaya Touré

La FIF pro, syndicat international des joueurs, et la FIFA ont annoncé la semaine dernière la liste des 55 joueurs présélectionnés par les joueurs en vue de l'élection du FIF pro world XI 2015.

Cette liste implique les suffrages de près de 25 000 footballeurs professionnels de 70 pays. Leur vote portera sur un gardien, quatre défenseurs, trois milieux de terrain, trois attaquants.

Grands absents de la liste des meilleurs joueurs pour l'établissement de l'équipe type de l'année 2015, les joueurs africains n'ont pas répondu à l'appel. A l'exception de Yaya Touré un habitué de la chose ces dernières années.

C'est à croire donc que Yaya Touré est le seul footballeur en forme du continent Africain.

Z.J

CAN U23
Le Sénégal bien parti

Vainqueur de l'Afrique du Sud 3 buts à 1 le samedi dernier en ouverture de la CAN des moins de 23 ans, le Sénégal a enchainé mardi avec un autre succès 2-0 face à la Tunisie.

Vainqueur des Jeux Africains en Septembre 2015 à Brazzaville, le Sénégal est parmi les favoris non seulement à la qualification aux Jeux Olympiques 2016 mais aussi pour la consécration finale.

Toutefois, «des équipes très compétitives devant nous, c'est la raison pour laquelle nous devons rester concentrés pour avoir une chance dans ce tournoi. » prévient le milieu de terrain Nestor Mendy.

Les Lionceaux se sont bien lancés dans ce 2e match du Groupe A avec un but dès la 8e minute réussi par Ibrahima Diedhiou lobant le gardien Tunisien d'un tir du rond central. Puis à 5 minutes du terme, Mouhamadou Diallo a doublé la mise pour son équipe.

Vendredi ; le Sénégal jouera contre la Zambie pour tenter de finir en tête dans ce Groupe. En revanche, la Tunisie est rejointe au classement par l'Afrique du Sud, victorieuse de la Zambie 3-2 un peu

plus tôt ce mardi.
Ces deux équipes vont se disputer la 2e place qualificative de ce Groupe A au cours de leur opposition au Stade Caroline Faye de Mbour (Vendredi 04 Décembre 2015 à 15h Gmt).

A noter que les 3 premiers au classement à l'issu de cette 2e CAN U23 représenteront le continent africain aux Jeux Olympiques Rio 2016.

TM

Tennis
la lucrative IPTL au Japon

La lucrative IPTL, ligue fermée à mi-chemin entre compétition et exhibition qui a surmonté le scepticisme des débuts à coup de millions de dollars, réunira le gratin du tennis dès mercredi à Kobe au Japon

Maria Sharapova

Roger Federer, Andy Murray et Rafael Nadal, absent ainsi que Stan Wawrinka d'une part et Maria Sharapova et Serena Williams, qui n'a pas rejoué depuis sa défaite en demi-finale à l'US Open, seront entre autres présents lors de cette deuxième édition.

L'événement a toutefois perdu le N.1 mondial Novak Djokovic qui a finalement renoncé à y participer après une année riche mais harassante conclue sur un onzième titre lors du Masters en novembre.
L'organisation de l'International Premier Tennis League a étendu cette année son tournoi au Japon, en "draftant" la star locale Kei Nishikori, pour une première étape qui se déroulera du 2 au 4 décembre.

Les autres auront lieu dans les quatre villes déjà hôtes de la compétition l'an dernier: à Manille (Philippines) du 6 au 8 décembre, à New Delhi (Inde) du 10 au 12 décembre, à Dubaï (Emirats arabes unis) du 14 au 16 décembre puis à Singapour du 18 au 20 décembre.

Durant trois semaines, cinq équipes - Indian Aces, Japan Warriors, Philippine Mavericks, UAE Royals et Singapore Slammers - s'affronteront selon la même formule, originale, que l'an passé avec toutefois quelques légères retouches.

Car l'IPTL, dont le slogan est "Break the code" (briser les règles), ambitionne aussi de révolutionner le tennis en développant des formats courts. Ainsi, chaque rencontre consiste en cinq matches (simple messieurs, simple dames, double mixte, double messieurs et simple des légendes) en un set.

La règle de l'avantage n'existe pas et le premier arrivé à 6 jeux a gagné. Un tie-break se dispute toujours à 5-5 mais il se joue désormais en treize points et plus selon une limitation de temps (5 minutes l'an passé).

Afin d'accélérer le jeu, les joueurs n'ont droit, comme l'an dernier, qu'à 20 secondes de récupération entre chaque point et 45 secondes lors du changement de côté.

Au-delà de la formule, le concept avait été vivement critiqué avant son lancement en raison des montants investis (17,4 millions d'euros en 2014) et pour son positionnement dans un calendrier déjà bien chargé.

Certains reprochaient à l'IPTL d'accueillir des stars contre forte rémunération alors que les tournois mineurs, type ATP 250, tels que ceux de Marseille ou Montpellier, peinent à attirer des joueurs de premier plan.

TM

NBA
Kobe Bryant mettra bientôt fin à sa carrière

La star des Lakers Kobe Bryant mettra un terme à sa carrière à l'issue de la saison 2015-2016. Avec les Lakers, son équipe de toujours, Bryant a remporté le titre NBA à cinq reprises (2000, 2001, 2002, 2009, 2010) et a perdu deux finales (2004, 2008). Lui qui rêvait plus jeune, de remporter le titre NBA à huit reprises, a-t-il confié mercredi.

"Je voulais huit titres NBA quand j'étais un gamin plein de rêves, j'en voulais huit", a déclaré Kobe, lors de la très populaire émission du matin du réseau ABC "Good Morning America".

"Magic (Johnson) en a remporté cinq, Michael (Jordan) six et moi j'en voulais huit. J'ai eu l'opportunité d'en gagner sept, mais cela n'a pas fonctionné", a-t-il rappelé.
A 37 ans, Bryant a par ailleurs indiqué qu'il ne se considérait pas comme l'un des cinq meilleurs joueurs de l'histoire de la NBA.

"Dans ce cinq majeur, je mettrais les joueurs de qui j'ai appris le plus: (Michael) Jordan, Magic (Johnson), Larry (Bird), Hakeem Olajuwon et Jerry West", a-t-il précisé.

Kobe Bryant

L'emblématique N.24 des Lakers est resté diplomate en répondant à la question qui agite depuis des années les amateurs de basket du monde entier: "Qui gagnerait s'il affrontait l'autre phénomène de la NBA Michael Jordan en un-contre-un?"

Togomatin

Reportages

Une journaliste, « mère courage » aux 44èmes assises de l'UPF à Lomé
« Ils viennent violer les femmes, ...comme une arme de guerre... », le témoignage poignant d'une journaliste de la RDC

Les inégalités hommes-femmes dans les médias étaient au cœur des 44èmes assises de l'Union de la Presse Francophone (UPF) qui ont pris fin le week-end dernier à Lomé. Au cœur desdites rencontres, une voix toute particulière venue de la République démocratique du Congo et plus précisément de sa Région de Kivu a retenti fortement. A l'écoute du témoignage de Solange Lusiku Nsimire, l'Editrice du journal « Souverain », l'émotion, la chair de poule...charrient. La presse congolaise voire africaine a sa « mère courage ».

« Ces hommes armés viennent violer les femmes, non pas pour la recherche du plaisir mais pour les utiliser comme une arme de guerre. Ils entrent dans les villages la nuit, ils violent les femmes devant leurs maris à tour de rôle, il y'en a qui sont violées par 10 personnes, 13 personnes...ils obligent même les enfants des femmes, à violer leurs propres mères et aux maris de coucher avec leur femme devant leurs enfants; celles ou ceux qui résistent sont directement tués. Il y a eu des villages où ils ont éventré les femmes, égorgé les hommes comme des chèvres très souvent à l'arme blanche... », relate la journaliste Solange Lusiku Nsimire, au sujet du quotidien des Congolaise dans le Kivu déchiré par d'interminables conflits et menaces sur la vie de ses concitoyens.

« Ils veulent nous démoraliser totalement pour qu'on fuie nos villages pour qu'ils pillent », déplore-t-elle. Mais avant toute, Lusiku Nsimire brosse le tableau et plante le décor en ces mots : « Chez nous il y a une forte circulation des armes légères et des petits calibres qui font qu'il y a des assassinats, des tueries. Avant ça, il y a eu des années sombres où des groupes armés étrangers des Burundais, des Rwandais et même des Ougandais qui sont actifs chez nous ont tué et continuent par tuer. Aujourd'hui, on est à plus 6 000 000 de morts vraiment identifiés, d'autres morts sont restés anonymes. Aujourd'hui 40 000 femmes violées, donc des femmes violées survivantes parce qu'elles ont la chance d'arriver à l'hôpital, d'être prises en charge médicalement et plus de 25 000 déplacés interne dans l'Est du Congo. C'est cela le contexte dans lequel nous évoluons actuellement ».

Problème de gouvernance

« Le gouvernement n'est pas en mesure d'assurer la sécurité de la population, il y a un problème de mauvaise gouvernance, un problème de corruption. Les multinationales signent parfois des contrats et semblent être exonérées de tout et la population ne profite de rien. Nous les journalistes, nous avons le devoir d'interroger le contexte sur ce qui se passe, et pourquoi. Quand on analyse, on découvre la vérité. Quand on dénonce la corruption, ceux qui trompent nous menacent, quand on dénonce le pillage les multinationales nous menacent, on dénonce des assassinats, ceux qui ont des armes nous menacent... », dénonce-t-elle en pointant à la fois le laxisme et la complicité du pouvoir congolais.

Complot international

« Je vais dénoncer ce que moi j'appelle complot international par ce que tout ce se passe au Congo est connu par tout le monde. Je voulais stigmatiser le silence international par rapport à ce qui se passe chez nous... »

La situation du Congo, pire que le génocide rwandais !

« Chez nos voisins Rwandais où il y a 800 000 morts, ils parlent de génocide. Jusqu'ici ils mobilisent toute l'humanité autour de ce génocide et des cicatrices de ces blessures. Mais les vraies blessures, c'est l'Est du Congo. Les Rwandais sont venus se battre chez nous, ils ont utilisé le corps de la femme comme champ de bataille et le viol comme arme de guerre, parce qu'ils savent que les Congolais veillent sur leur dignité et qu'ils n'accepteraient pas d'être humilier dans leur propre maison. Ils ont utilisé le viol pour anéantir tous les Congolais, les travailler psychologiquement pour qu'ils deviennent des

Solange Lusiku Nsimire

vauriens », maugrée-t-elle.
Dur, dur de tenir un journal dans le Kivu
« Dans tout l'Est du Congo composé de quatre provinces, il n'y a pas d'imprimerie mais il y a des journaux qui veulent faire circuler des informations et c'est difficile d'aller à Kinshasa parce qu'il faut parcourir plus de 2000 km, ce qui revient cher. Nous avons choisi d'imprimer notre journal en Ouganda mais nous devons passer par le Rwanda où l'espace démocratique n'est pas ouvert donc aucune presse libre n'existe là-bas. Donc il faut savoir comment y passer... », confie la journaliste, véritable militante, « esclave de la vérité » et déjà lauréate de nombreux prix, auréolée de plusieurs distinctions.
Mais elle n'a que faire de tous prix. « je ne considère pas ces prix comme des mérites car je ne suis pas plus intelligente, ni courageuse, ni meilleure que les autres, mais il y a quelque chose de spécifique qui se fait chez nous par rapport à ceux qui se fait localement par tout dans le monde », déclare Solange.

Il y a de l'espoir, malgré tout

« Nous avons droit à la vie malgré le fait que nous avons beaucoup d'ennemis, Dieu nous a donné la vie, nous devons jouir de cette vie, Dieu nous a donné la chance de naître dans ce pays où il y a des scandales psychologiques pour être riche ou pour être heureux. Nous espérons que ce bonheur sera vécu par ceux qui viendront après nous. C'est pourquoi nous nous battons », note-t-elle avec un sacré courage.

D.K.

Développement
Le rapport PMA 2015 publié

Le Rapport 2015 sur les Pays les Moins Avancés (PMA) a été présenté le 01 décembre au public togolais. Intitulé « Transformer l'économie rurale » le document invite les donateurs à honorer enfin l'engagement, qu'ils ont pris depuis longtemps, de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide au développement et d'allouer les financements dont les PMA ont besoin pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) récemment adoptés par la communauté internationale.

Officiellement lancé le 25 novembre dernier, ce rapport par les Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) présente une feuille de route ambitieuse pour accélérer la transformation des zones rurales et lutter contre la pauvreté rurale.

La présentation du Rapport a été faite par le Prof. Kako Nubukpo, ancien ministre togolais de la Prospective et de l'Evaluation des politiques publiques, en présence du représentant du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche et de l'hydraulique villageoise et du Représentant Résident adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Siaka Coulibaly.

Des partenaires des institutions publiques et bancaires ainsi que de nombreux étudiants ont pris part à la cérémonie de présentation de ce rapport dont le contenu a suscité de profonds et longs débats sur les défis qui se pose en terme de modernisation de l'agriculture togolaise, les ressources tant humaines, matérielles et financières à mobiliser, le rôle du secteur privé dans le financement de ce secteur clé de développement, les problèmes liés au foncier, l'impact des initiatives nationales à l'instar du Programme nationale d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) qui arrive à terme fin 2015, etc.

Togomatin

Journée internationale des volontaires
L'ANVT rend salubre le CHU Sylvanus Olympio

Dans le cadre de la journée internationale des volontaires célébrée chaque 05 décembre, l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) a effectué une opération de salubrité hier mercredi 2 décembre au CHU Sylvanus Olympio.

Les volontaires de l'ANVT se sont donnés rendez-vous à cette occasion dans quatre (4) différents points de la ville de Lomé notamment le CHU Sylvanus Olympio, la Plage de Lomé, la gare routière d'Agbalépédogan et le marché d'Ahanou kopé.

Au CHU de Lomé, ils ont répondu massivement et activement à cette opération de salubrité. M. Omar Agbangba Directeur général de l'ANVT a eu à déclarer que « le choix du CHU Tokoin a pour but de montrer au personnel et aux patients qui y sont admis, la proximité de l'agence et en même temps montrer aux jeunes non engagés l'importance de poser un acte positif dans la vie quotidienne sans contrainte, les aspects de don de soi, de volontariat et enfin encourager les jeunes à s'engager en vue du développement du pays. »

Placée cette année sous le thème « Le monde bouge et toi? deviens volontaire », cette commémoration draine plusieurs autres activités comme les opérations chirurgicales

Des volontaires en pleine action

menées par l'ONG AIMES-Afrique, le lancement de nouveaux produits de l'ANVT, une opération de don de sang, un dépistage au Vih / Sida gratuit couplé de la grande cérémonie de prestation de serment des volontaires qui se dérouleront jusqu'au samedi 05 décembre.

Pour terminer, il est à relever que le groupe des engagés du volontariat national est constitué de jeunes togolais de même que ceux d'autres pays, comme la France. Aux dires d'un volontaire de la 10e vague, le volontariat a apporté un changement positif dans la vie des jeunes chômeurs tout en leurs permettant de survivre en attendant de trouver un emploi stable.

Justin (Stagiaire)

DMi directmédia
Société éditrice de
tm togomatin La neutralité positive
Edition Presse Radio Télévision
Rejoignez-nous aujourd'hui
DMi directmédia Cacavéli, Rue Satelit, 3e maison avant Groupe CAPFER. **RCCM N° TG-LOM 2015 B 1045**
BP 30117 - **Tél.** 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 - **E-mail :** atogomatin@gmail.com

12e foire internationale de Lomé

Les énergies renouvelables, source de progrès et de développement durable

En même temps que se déroule le sommet international sur le climat et l'environnement à Paris, la Foire Internationale de Lomé, réuni au Centre Togolais des Expositions et Foires plusieurs entreprises de divers secteurs autour des énergies renouvelables. Objectif, faire la promotion de cette nouvelle forme d'énergie dans laquelle l'Afrique et particulièrement le Togo ont beaucoup à gagner.

Vue des visiteurs à la foire

« Les énergies renouvelables, source de progrès et de développement durable » c'est le thème que célèbre la douzième foire internationale de Lomé, qui bat actuellement son plein. Plus qu'un thème, la question des énergies renouvelables est une alternative saine et le monde entier semble la préférer aux autres formes d'énergies beaucoup « polluantes et responsables du réchauffement climatique ».

Le choix de ce thème pour cette 12ème foire témoigne ainsi de l'enjeu et de la nécessité de faire la promotion de cette énergie plus économique.

Plusieurs spécialistes du domaine ont fait le déplacement de la foire afin de profiter de cette aubaine pour faire la promotion de cette nouvelle forme d'énergie.

Production d'Energie Solaire (PES) Togo, un des promoteurs de l'énergie solaire est à ce rendez-vous de la foire de Lomé.

« Avec l'énergie solaire, plus de facture de courant, c'est économique même en saison pluvieuse vous pouvez l'utiliser », explique un des responsables du stand de l'entreprise sur le site de la foire.

« On a l'impression qu'au Togo nous ne disposons pas beaucoup d'informations sur ces sources d'énergies. Si on fait le tour de tous ces pays qui nous entourent, les ampoules à source d'énergie solaires se vendent comme des pains à tout bout de rue. Nous avons fait cela pour permettre aux populations d'avoir des informations sur ce qu'est l'énergie renouvelable notamment le solaire, et permettre aux entreprises qui se sont installées et qui voudraient en faire du bizness d'en profiter », a déclaré M. Kueku Banka Johnson directeur général du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF)

Ouverte depuis le 20 Novembre 2015, la foire internationale de Lomé a déjà enregistré à ce jour plus de 35 000 visiteurs. Elle fermera ses portes le 7 Décembre 2015.

Rachidou ZAKARI